l'arrière-salle crasseuse d'une auberge des hommes jouent aux dominos sur une table de bois. Soudain un des joueurs se lève et sans hausser le ton dit, d'une voix sourde : « Nous les tuerons tous. Nous leur couperons tous la tête. Au revoir. Vive la France. Vive nos amis fran-

Un fou ? Un malade ? Alors c'est qu'ils le sont tous ou presque là-bas. Mais cette « folie » elle-même a ses périodes de rémission. Le nord du Portugal a vécu, mardi 12 août, une journée plus calme : seulement quelques agressions verbales, menaces de mort et promesses de vengeance.

Fafé, petit bourg perdu dans les vignes, à une soixantaine de kilomètres de Porto, enterrait José Manuel Magalhaes, « son martyr, victime de la barbarie communiste », tué le 7 août d'une balle dans la tête « en allant promener son chien » devant le siège du parti communiste attaqué par la foule. Il n'y a pas trois mois, José Manuel, l' « émigrant », ajustait encore des pièces sur un tour dans une usine de la région parisienne. Il avait décidé de revenir au pays définitivement. Il y est définitivement, peutêtre pour avoir trop cru ce qu'on avait sans doute dit, comme à tous les émigrants : que les communistes croqueraient ses économies, qu'ils le dépouilleraient du fruit de son travail, etc.

Le village entier aurait sans doute assisté aux funérailles annoncées sur toutes les vitrines de Fafé par un de ces faire-part portugais surmontés d'une croix et d'une plume, si, à 17 heures, un grave incendie ne s'était déclaré dans l'usine locale de vêtements. Incendie immédiatement qualifié de criminel. Pourtant, à 17 h. 30, les témoins affirmaient que cela avait commencé par un banal court-circuit. Trois heures plus tard, chacun dans le village aurait juré que quatre hommes s'étaient enfuis dès le début de l'incendie. Qui ça ? Bien évidemment des communistes.

Une telle psychose pouvait faire craindre les pires inc dents. En fait, il n'y en eut pas

« MOUS VOULONS UTILISER L'ARGENT DE LA C.E.E. POUR POURSUIVRE LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE », déclare M. Martin Pereira, ancien secrétaire d'Etat à l'industrie.

Le quotidien *Libération* publie, dans son numéro du 13 août, une longue interview de M. Joao Marrins Pereira, ancien secrétaire d'Etat portugais à l'industrie, proche du mouvement de la gauche socialiste (MES), qui avait démissionné du quatrième gouvernement provisoire en juillet

« On ne cesse de parler d'indépendance nationale, dans ce pays, sans avoir jamais joué cette carte, déclare notamment M. Martins Pereira. Or une partie non négli-geable de la petite bourgeoisie pourrait être mobilisée autour d'un programme effectif d'indépendance nationale. Le Marché commun se prépare, nous dit-on, à accueillir le Portugal, à lui prêter de l'argent. A condition que nous ayons une « démocratie pluraliste »... Alors, on s'évertue à tout prix à montrer que, dans les documents du M.F.A., il est effectivement question de démocratie pluraliste. C'est ergetement cratie pluraliste. C'est exactement le contraire de ce qu'il faut faire. personne ne prête des milliards par générosité, mais parce qu'il en attend un résultat politique. Il s'agit dès lors de parter le langage que nos interlocuteurs de la C.E.E. comprennent : c'est-à-dire celui des affaires. Leur dire clairement que nous groche dire clairement que nous avons deux jeux différents. Nous vou-lons utiliser l'argent de la C.E.E. pour faire le contraire de ce qu'elle souhaite: poursuivre le qu'elle souhaite: poursuivre le processus révolutionnaire. Si on nous prête de l'argent, c'est en espérant avoir une influence sur ce qui se passe ici. Si on refuse ce prêt, il faut en mesurer les conséquences: le Portugal peut s'en sortir en tombant entièrement sous la coupe de Moscou, "C'est donc à la C.E.E. de décider. Mais il n'y a pas de conditions à poser. C'est cela l'indépendance nationale. Or ce terme a toujours été utilisé comme un slogan. Peut-être parce que, au Portugal, l'impérialisme n'a

au Portugal, l'impérialisme n'a pas la même pesanteur qu'en Amérique latine, par exemple, où la haine de l'Américain est partout présente. Ici, l'impérialisme est quelque chose de très abstrait : il faut le démasquer quotidiennement dans le concret.»

remment rien davantage que leur tranquillité avaient fait savoir que deux cents fusilier marins interviendraient en cas de troubles à Fafé. Trois à quatre cents person-

nes seulement ont accompagné,

à 18 heures, le corbillard noir et

blanc vers le cimetière, là-haut sous les cyprès et les pins. Cérémonie simple et dépouillée. Une lente et silencieuse procession conduite par de vieux paysans vêtus d'une robe pourpre, symbole de mort, et par le curé devant la famille et la foule, jeunes filles aux bras chargés de fleurs, hommes et femmes, tous en vêtements de deuil; une brève homélie dans la petite chapelle baroque du cimetière et la mise au tombeau. Sur l'enblanche du cimetière, ceinte parmi les inscriptions qui, ici comme partout ailleurs au Portugal, ont transformé les cités en un immense livre mural, une fresque indécente retenait l'attention: « La chasse aux chiens est ouverte. » Indécentes aussi ces promesses de vendetta murmurées dans le cimetière par deux militants du P.S. qui, l'insigne à la boutonnière, annonçaient un changement de la tactique offensive. A l'avenir, on n'attaquerait plus de front le siège du P.C.P. à Fafé, mais « on chasserait l'homme ». L' « homme » ? les hommes en

question sont enfermés depuis plus d'une semaine à quelques centaines de mètres dans un petit pavillon qu'on croirait surgi d'une banlieue parisienne. Combien sont-ils dans cette maison barricadée avec des madriers de béton et des poutrelles d'acier ? Trente ? Quarante ? Une bonne quinzaine de jeunes militants communistes, à demi dissimulés derrière des meurtrières improvisées, étaient en tout cas visibles mardi sur les lieux. Eux montaient la garde, refusant de parler, interdisant aux journalistes d'approcher, menaçant même. Les seules paroles furent celles adressées à un confrère : « La presse on s'en moque. Partez. » Violence bien sûr de ce côté-là aussi. Les communistes de Fafé ont tiré le août, tuant José Manuel Magalhaes, et blessant huit personnes. Ils tireraient encore s'il le fallait, à n'en pas douter. PIERRE GEORGES.

LE MARCHÉ COMMUN COM-METTRAIT UNE GRAVE ERREUR EN ACCORDANT UNE AIDE ». déclare l'ex-général Spinola.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Dans une interview publiée par le journal flamand Belang van Limburg, le genéral Spinola paraphrase dans une large mesure ses récentes déclarations au Monde.

« Ce qu'il faut au Portugal, déclare l'ancien président, c'est une démocratie de type occidental. Les incidents des derniers purs, le sursaut du peunle, proujours, le sursaut du peuple, prou-vent que c'est ce que désirent les Portugais. Les pays européens doivent soutenir le peuple dans sa lutte pour la libération.

» Par contre, les pays du Marché

commun commettraient une grave erreur en accordant une aide quelconque au Portugal actuel, où les droits de l'homme sont, chaque jour, bajoués. En soutenant le régime, les Neuf renfor-ceraient l'oppression. L'assistance ceratent l'oppression. L'assistance économique qu'ils apporteraient ne profiterait pas au peuple portugais, mais à la minorité qui opprime la nation. Les Neuf fetteraient véritablement la dictature actuelle dans les bras de l'impérialisme soviétique. »—
De de V. P. de V.

## LA CUF PREMIER GROUPE INDUSTRIEL PORTUGAIS EST NATIONALISÉE

Lisbonne (A. F. P., Reuter). -Le conseil des ministres portu-gais a approuvé le mardi 12 août un projet de décret-loi nationalisant la Companhia Uniao Fabril (CUF), le plus grand complexe industriel du pays, qui possède notamment des usines textiles et des chantiers navals. Diverses sociétés appartenant au consortium, des banques, des compagnies d'assurances, des usines chimiques, avaient déjà été nationalisées. Le gouvernement portugais a promis d'indemniser les actionnaires, en indiquant cependant que le montant des indemnités serait tixé ultérieurement.

12 aout a Evora, dans l'Alentejo. Un millier d'ouvriers agricoles communistes et un millier de citadins socialistes ont manifesté, souvent avec les mêmes mots d'ordre, pour se retrouver face à face devant leurs permanences respectives, séparés par plusieurs rangs de militaires, mitraillettes dressées vers le ciel. Le P.S. avait lancé un défi dans le fief du parti communiste. Il avait appellé à une manifestation de soutien a une manifestation de soutien aux neuf signataires du document Melo Antunes, et notamment au général Pedro Pezarrat Correia. Le commandant de la région militaire Sud se trouvait à ce moment-là à Lisbonne, où était réuni le Conseil de la révolution Les syndients des tra révolution. Les syndicats des tra-vailleurs agricoles avaient relevé ce défi en convoquant à la même heure leurs adhérents.

La manifestation socialiste « La manifestation socialiste est une tentative pour créer dans l'Alentejo la même situation de violences et d'affrontements qui existe dans le Nord », annonçaient les tracts. Sur les routes brûlées de soleil, bordées de champs d'oliviers et de chênes-lièges, des tracteurs-remorques ont amené des digaines de payaont amené des dizaines de pay-sans et de paysannes qui sasans et de paysannes qui sa-luaient, le poing levé, les voitures qui passaient.

Sur la praça do Giraldo, éclai-rée par des lampadaires, un millier de travailleurs agricoles se sont réunis au crépucule pour réclamer l'unité du M.F.A. et affirmer que « la réaction n'était pas passée et ne passerait pas ».

Quelques centaines de mètres plus loin, devant la longue bâtisse blanche du quartier général de la région militaire, un millier de socialistes scandaient aussi : «A bas la réaction!» et «Le peuple est avec le M.F.A.!» Mais ils est avec le M.F.A.!» Mais ils disaient aussi: «Socialisme, oui; dictature, non!», «Général Pezarrat, véritable M.F.A.!» et «Non à la 5° division!», alors que les militaires, accrochés aux grilles des fenêtres, écoutaient le jeune député socialiste d'Evora, M. Pedro Coelho, proclamer que « le document historique des « neuf » était le véritable manifeste du M.F.A. ». feste du M.F.A. ».

Un avion de tourisme portugais, immatriculé à Porto, a été retenu à l'aérodromo de été retenu à l'aérodromo de Vigo, au nord-ouest de l'Espagne, au moment où ses occupants chargeaient des tracts anticommunistes signés du Mouvement démocratique de libération du Portugal, qu'ils envisageaient de lancer au-dessus de Braga. Les tracts ont été saisis, mais

l'avion et ses trois occupants ont été autorisés peu après à se rendre à Madrid.

lui-même. La manifestation socialiste se dispersait, lorsque le cortège communiste qui défilait dans les rues mauresques d'Evora arrivait. Le contraste était frappant entre ces paysans au teint cuivré, presque farouches dans leur détermination à défendre la révo-lution et la réforme agraire, et les socialistes, petits employés, ouvriers, jeunes gens de la ville. Les deux cortèges se sont retrou-vés pour un face-à-face tendu, rue José Elias Garcia, devant leurs permanences respectives, à peine distantes de quelques dizaines de mètres. Mais, rapidement, des forces de la police militaire, qui n'avaient cessé de patrouiller toute la soirée dans la ville, ont établi un cordon entre les deux groupes, qui échangeaient des slogans par-dessus leurs têtes. A minuit seulement, tous les manifestants se sont dispersés,

M. Mario Soares a nié, au cours

d'une interview à Radio-Monte-Carlo, que les communistes por-tugais aient fait des offres d'ou-

verture : « Ce sont les journalistes

qui ont parlé d'ouverture, a-t-il

déclaré. Les communistes n'ont

jamais proposé sérieusement au-cune ouverture. Au contraire, ils insistent dans une voie totali-taire, dogmatique et sectaire. »

M. Mario Soares, abordant les rapports entre les partis socia-

listes portugais et français, a, d'autre part, indiqué : « Le parti

socialiste français nous a mani-

rité d'une façon complète et to-

tale. Nous avons des rapports les plus fraternels avec le P.S., et je

jusqu'à présent

n'a pas fait d'offres d'ouverture

Après

major Melo Antunes

M. MARIO SOARES: Le P.C.P.

uijjicuites uu processus revolutionnaire ». L'analyse du document Melo Antunes suscite d'autres réactions. C'est ainsi que d'Assemblée constituante où le parti socialiste et le parti populaire démocratique disposent de la majorité a approuvé le texte signé par les neuf membres dissidents du Conseil de la révolution. Les députés du parti communiste et du Mouve-ment démocratique portugais (M.D.P. proche du P.C.P.) étaient absents au mount du vote absents au moment du vote.

Selon un communiqué du parti socialiste, le général Otelo de Carvalho approuverait également le document Melo Antunes. posant « en défenseur de la léga-lité révolutionnaire contre les révolutionnaire contre les décisions illégales du directoire ». Il semble en fait que le point de vue du commandant du Copcon se situe à égale distance des amis

continueront à nous soutenir. »

figures les plus notables et les

figures les plus notaties et les plus respectées des forces armées, un véritable homme de gauche » — le secrétaire général du parti socialiste portugais a affirmé que

son document était en train de provoquer des adhésions partout

dans les garnisons du Portugal.
Le leader du parti socialiste
portugais a enfin réaffirmé que
« le départ du général Gonçalves
comme la restitution du journal

Republica demeuraient un préala-

ble pour les socialistes, comme la

restitution de Radio-Renaissance pour les catholiques, à un déblo-

cage de la situation au Portugal »

avoir fait l'éloge du

modérés dans une per d'unité ». Le général dev sider ce mercredi une impréunion des états-majo trois régions militaires. U ment élaboré par le Co intitulé Autocritique rév naire et proposition de pour un programme c serait prochainement di dans les unités dans les unités.

Dans le nord du pays, la demeure, mais l'on ne sign d'incidents graves ce n Les obsèques d'un man tué à Fafe au début de la se sont déroulées dans le

Depuis le 13 juillet, u quantaine de sièges di communiste portugais ou partis et organisations de ont été attaqués dans le le centre du Portugal. Pa assaillants, cinq personnes tuées; une à Fafé, deux à licao, une à Aveiro et en à Viseu le mardi 12 ao centaine d'autres ont été l Ce bilan d'un mois de v est sans doute très provisc suis persuadé et convaincu qu'ils

Le P.C.P. de la régio affirme détenir les prei l'existence d'une vaste « 01 réactionnaire et d'un contre-révolutionnaire » di des agitateurs apparter l'armée de libération du I (E.L.P.) et recrutés par anciens membres de la portugaise et de la PIDE. côté, le Copcon a annonc un communiqué le mardi queue plusieurs «groupes contre-révolutionnaires » o actuellement sur le territo tugais.

Ces groupes, composés sonnes ayant appartenu partis politiques aujourd'h sous, sont, selon le Copcor en Espagne. Leurs din seraient en relations étroit les responsables de certair tis de droite.

Ioujours selon le Cope stratégie de ces groupes de à multiplier les actions de tage pour créer un climat curité, à provoquer, p « manipulation des masse actions de vandalisme et de risme politique. Précisant e opérations sont actuellem cours pour démanteler ce pes, le Copcon a indique dix personnes sont actuel détenues.

Signataire

DÉNONCE

du document Antun

LE CAPITAINE SOUSA E C

LA « POLITIQUE SECTA

La faute, selon lui, n'en pas aux « neuf », mais aux

bres de « l'autre couran tique », qui, dit-il, « ont co

à créer un nouveau climat lérance, d'intimidation et c

tice ». « Les officiers im arrêtés le 11 mars derni raient-ils encore en priso jugement si notre pays é ce moment plus libre, plu rant et plus juste? » dem capitaine Sousa E Castro.

L'officier dénonce « le portement de militaires qu

fitent des places impo qu'ils occupent dans le pour se livrer à une p politique sectaire, objecti partisane et contraire au

profondes aspirations, au timents et aux intérêts du

portugais ».
Faisant allusion, sans le

DU PREMIER MINIST

## LE P.S.P.: La social-bureaucratie ne sert pas la démocratie

Lisbonne (A.F.P.). — Le parti socialiste portugais se félicite dans, un communiqué le mardi 12 août de la décision prise par le Copcon de maintenir dans leurs fonctions de commandants des régions militaires du Nord et du Sud, Le parti socialiste relève que

cette décision du Copcon « invalide en partie la décision du di-rectoire ».

Le parti socialiste tire ensuite la leçon des événements violents dans le nord du pays, en décla-rant qu'il convient de « trouver une issue démocratique et natio-nale pour sortir de l'impasse poli-

tique ». Le P.S. déclare d'autre part que

Radio-Renaissance doit être restituée à l'épiscopat.

Le communiqué critique ensuite sévèrement le parti communiste. Il déclare notamment : « La di-rection actuelle du P.C. est inca-pable de comprendre que sa mégalomanie dirigiste est à l'origine de la crise actuelle (...). »

« Pour construire une démocra-tie, conclut le P.S., il faut d'abord la pratiquer et s'il est certain que la réaction a profité des erreurs des sociaux-bureaucrates à des fins contre-révolutionnaires, on doit tirer la conclusion incontesta ble que la social-bureaucratie ne sert pas la démocratie. »

## TIMOR: la tension s'aggrave (Suite de la première page.)

Le coup de force de dimanche a bouleversé l'équilibre politique précaire de la partie orientale de l'île, dernière possession portugaise avec Macao (la partie occidentale de Timor étant sous contrôle indonésien). Jusqu'à présent, le combat politique opposait trois partis à Timor : l'APODETTI (Association démocratique du peuple de Timor), qui souhaite le rattachement à l'Indonésie, et deux mouvements en faveur de l'indépendance : l'U.D.T. et le FRETILIN. Tandis que le premier de ces mouvements, jusqu'à présent de tendance modérée, était favorable au maintien de liens étroits avec le Portugal au cours d'une période de tran-

conférence qui réunissait des représentants du gouvernement portugais et les dirigeants de deux des trois mouvements de Timor, l'U.D.T. et l'APODETTI (le FRETILIN avait refusé d'y participer), un accord était intervenu: les six cent mille habitants de la colonie seraient appelés aux urnes peu après la constitution d'un gouvernement provisoire, ou devaient être représentés les trois partis rivaux. L'indépendance était repoussée à octobre 1978.

Du point de vue de Lisbonne, ce processus avait l'avantage de créer les conditions d'un choix réel de la population. Mais la situation ainsi créée au lendemain de la conférence était, de l'avis même des représen-

de la population), l'U.D.T. aurait eu de toute façon un rôle de premier plan dans le cabinet provisoire.

Selon certaines informations, les dirigeants de ce parti ont argué de la menace d'un coup de force du Fretilin pour légitimer leur action. L'opération de l'U.D.T. semble en effet avoir pour but d'abattre son rival immédiat ainsi qu'en témoigne l'ultimatum adressé à Lisbonne exigeant l'arrestation de tous les membres du Fretilin. Elle a d'ailleurs été exécutée au moment où le chef du Fretilin, M. Ramos Horta, se trouvait à Darwin, en Australie. Celui-ci a déclaré : « Je pense que le coup d'Etat de l'U.D.T. a pour origine la crainte de ses dirigeants devant la tournure que prennent les événements au Portugal. »

## Les craintes de Djakarta

L'Indonésie redoute également les répercussions à Timor de la situation à Lisbonne. Les autorités de Djakarta ont répété à plusieurs reprises qu'elles n'avaient aucune revendication sur Timor - notamment à la suite d'informations publiées février dernier par le Sydney Herald, laissant penser qu'elles préparaier opération militaire. Mais la récente campagne de presse de l'armée indonésienne dénonçant « /a terreur de gauche » qui régnerait dans l'île témoigne de l'inquiétude de Djakarta. Les Indonésiens ne sont pas disposés à accepter la création d'un petit Etat économiquement faible, qui pourrait en outre constituer une base pour des éléments hostiles au régime de M. Suharto. La présence dans l'île de vingt mille Chinois, qui contrôlent tout le commerce inquiète aussi Djakarta.

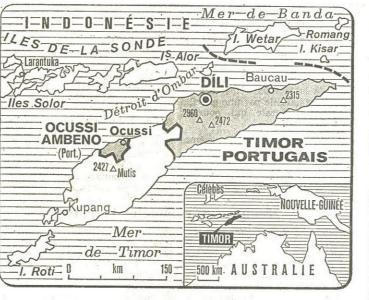
Selon certains observateurs dans la capitale indonésienne, Djakarta pourrait préférer annexer le territoire portugais plutôt que de s'exposer aux risques de subversion. La réaction indonésienne aux derniers événements de Timor est symptomatique : M. Malik, ministre des affaires étrangères, a déclaré que son pays « protégera » la population de Timor si celle-ci veut rejoindre la République d'Indonésie.

au général Vasco Gonçalve mier ministre, le capitaine E Castro déclare : « Co qualifier l'attitude d'un m qui, appartenant au Con, qui, appartenant au Con, la révolution et à sa com, politique, cherche système ment à imposer ses thèse connues à l'assemblée ge du M.F.A. pour qu'elles y démagogiquement applaudi avoir été au préalable appr ou discutées par la comp politique du Conseil de la lution ou au sein de ce der:

INTERNATIONAL HE TRIBUNE: Washing peut-être modifier sa po « Les perspectives sont

"Les perspectives sont courageantes [au Portuga Washington a rappelé so bassadeur, Frank Carlucci l'intention, peut-être, de m sa politique. Jusqu'ici, les Unis n'étaient pas inte ouvertement et s'inquiétaite arrivé de l'évolution de la privé, de l'évolution de la tion. Mais si le vent tour Portugal, si les communiste stoppes, ce pays [l'Amériq décidera vraisemblableme soutenir le régime d'une ouverte et spectaculaire. »

(JOSEPH KR.



sition qui devait aboutir à l'indépendance, le second a constamment exigé une indépendance totale et immédiate. Ces deux mouvements, qui, au départ, luttèrent ensemble, refusent de considérer l'Indonésie comme un interlocuteur valable, et estiment que les négociations doivent avoir lieu uniquement avec les Portugais.

A Timor, comme ailleurs, Lisbonne a entamé un processus de décolonisation particulièrement laborieux en raison des divergences de vues de ses interlocuteurs locaux. A Macao, le 28 juin dernier, lors de la

tants des deux mouvements qui y participèrent, très instable, chacun pouvant décider de renforcer sa position avant la constitution du gouvernement provisoire. C'est ce qui vient de se produire. Il est cependant surprenant que l'U.D.T. soit l'auteur du coup de force. Ce mouvement, qui regroupe des notables modérés, n'avait pas lieu d'être mécontent des entretiens de Macao, qui consacraient ce qui était à l'époque sa thèse : une indépendance à terme. En outre, en tant que formation politique la plus importante de l'île (elle assure avoir le soutien de 70 %

PHILIPPE PONS.